

AFRIATECH
 Archivage Numérique-GED-Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
 Web : www.afriatech.com Email : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70
 Objectif 2015 : **zéro papier !**



**Tournée du Préfet de la Kozah
 LE COLONEL BAKALI SUR
 UNE OPERATION DE
 MOBILISATION SANS
 PRECEDENT** P 2



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



Déclaration de Kpatcha GNASSINGBE devant la CVJR sur l'accession de Faure GNASSINGBE au pouvoir en Février 2005

ENTRE KPATCHA ET EYADEMA, QUI A AMENE L'ARMEE A FAIRE ALLEGEANCE? P 2

■ **Naissance du Collectif "Sauvons le Togo" SUR UN AIR DU DEJA VU AVEC LE COD II ET LE FRAC** P 3

■ **Le Civisme Aujourd'hui RESPECTER LE DROIT AU PASSAGE DES PIETONS DANS LA CIRCULATION** P 4



Cérémonie de remise du rapport LE PRESIDENT FAURE PREND DE LA HAUTEUR ET DEVANCE LES RECOMMANDATIONS DE LA CVJR P 3

TR 060 du 06 avril 2012
 Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

**Togo Telecom en permanence sur les opportunités de communication
 LE RESEAU ILLICO DISPONIBLE DEPUIS LE 3 AVRIL A SIOU** P 3

Tournée du Préfet de la Kozah auprès de ces administrés **LE COLONEL BAKALI SUR UNE OPERATION DE MOBILISATION SANS PRECEDENT**



Depuis plus de cinq mois, il est de notoriété que la ville de Kara est ouverte aux violences et autres manifestations dues essentiellement aux revendications estudiantines. Face à ce qui se révélait d'office comme un défi pour le pouvoir, dans une ville fief qui connaît à son tour les problèmes propres aux grandes mégapoles urbaines, le Colonel Didier BAKALI, aide de camps du Chef de l'Etat, fut nommé en urgence au chevet de cette préfecture malade de la misère et d'autres formes de manipulation. Après avoir passé les trois premiers mois de son administration à recevoir et à écouter, le nouveau préfet a amorcé depuis le 20 mars 2012, une tournée inédite dans les quinze cantons de la Préfecture de la Kozah. Des tournées qui n'ont rien à avoir avec les habituelles visites sporadiques et expéditives des chefs de circonscription dans leurs zones. Le Colonel BAKALI applique une stratégie rigoureuse dans ses rencontres avec les populations et leurs premiers responsables que sont les chefs de cantons, les notables et les cadres. Tous les problèmes sont abordés dans le sens de l'approche participative dans la recherche de solutions concertées, une vision que le nouveau préfet veut inculquer à ses populations.

Les sujets de discussions les plus récurrents sont relatifs à la cohésion sociale, les comportements citoyens, l'éducation et l'encadrement des jeunes face à la déperdition scolaires, les bons rapports avec les autorités traditionnelles, l'errance des animaux, les actes de l'état civil, les projets de lutte contre la pauvreté, la préservation du climat de paix, ... etc.

La proximité et l'accessibilité du préfet à ses administrés ont en si peu de temps facilité la relation de confiance qui règne déjà entre eux. Les rencontres dans les cantons s'achèvent toujours sur des visites des infrastructures à réhabiliter, des sites de projets à relancer ou à concrétiser. Le préfet tient le bon bout en ce qui concerne les nouveaux rapports qui se tissent entre lui et ses administrés. Il fait très peu de promesses pour ne pas être vite débordé par les nombreuses attentes dans plusieurs domaines et sollicite en permanence la participation et l'engagement des populations sur des chantiers à réaliser de concert et Dieu sait qu'au finish, il devra disposer de moyens de tous ordres pour arriver à ramener la ville dans les rangs des villes togolaises les moins exposées aux mouvements et troubles de tout genre. En attendant le Colonel mobilise et charme sa population qui ont rarement vu un administrateur aussi proche et aussi engagé.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

**SERVICE COMMERCIAL ET
PUBLICITÉ**

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

**DISTRIBUTION ET
ABONNEMENT**

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

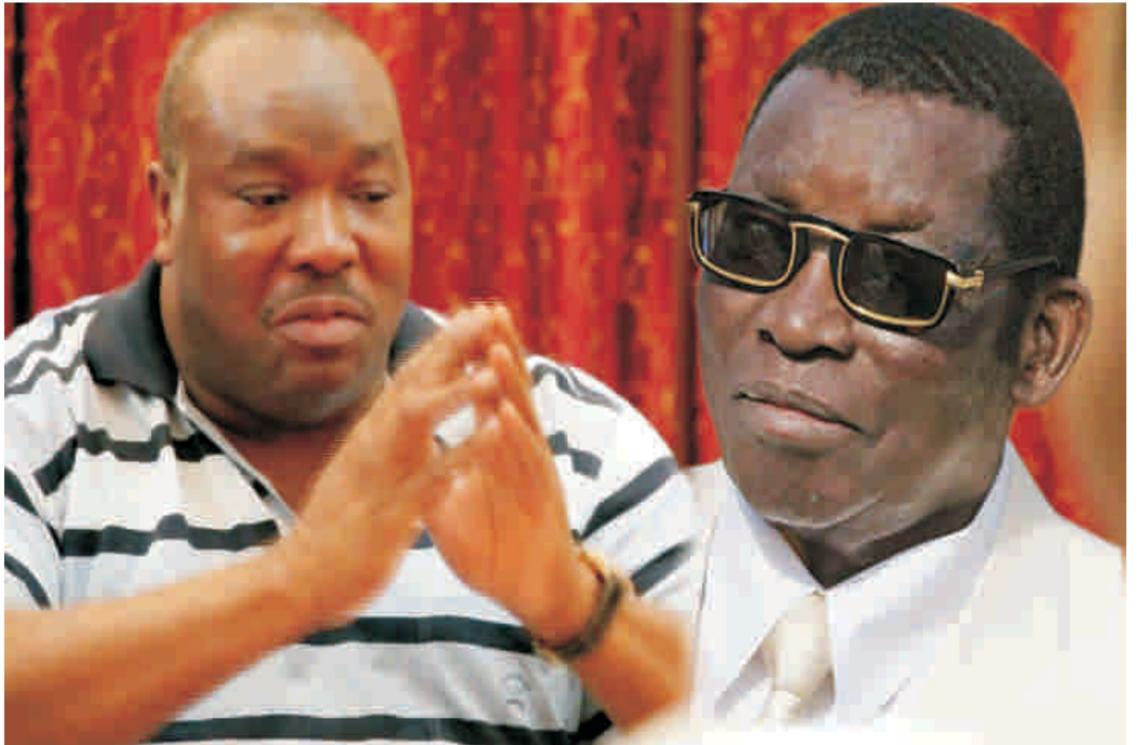
TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

Déclaration de Kpatcha GNASSINGBE devant la CVJR sur l'accession de Faure GNASSINGBE au pouvoir en Février 2005 **ENTRE KPATCHA ET EYADEMA, QUI A AMENE L'ARMEE A FAIRE ALLEGANCE?**



Le samedi 31 Avril 2012, la plupart des togolais ont suivi à la radio et sur plusieurs chaînes de télévision les déclarations de Kpatcha GNASSINGBE sur les événements politiques de 2005 dans lesquels son nom avait été à plusieurs reprises cité par la plupart des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, dont la plupart aujourd'hui sont devenus ses avocats et défenseurs dans une affaire de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat, qui de l'avis de plusieurs observateurs, trouve une bonne partie de ses racines dans la succession du Président Eyadéma par le Président Faure GNASSINGBE.

Sur cette période, l'une des plus mouvementée de la marche politique de notre pays, plusieurs togolais ont perdu la vie, environ 500 morts selon les différents rapports. Depuis lors et ce jusqu'au démarrage des dépositions à la CVJR, l'armée, les miliciens et des militants surexcités de tous les bords politiques ont été cités comme portant les responsabilités de cette hécatombe. Et c'est dans cette recherche de vérité que certains « se sont amusés » à lui faire porter le chapeau » selon les propres propos de Kpatcha GNASSINGBE, le dernier témoin que la CVJR a écouté avant la fin de ses travaux et la remise officielle de son rapport au Président de la République qui l'a officiellement installée en mai 2009.

A l'analyse, le témoignage de Kpatcha GNASSINGBE n'a pas été

celui que les togolais attendaient et pour cause ses déclarations n'ont permis la manifestation de la vérité ni sur son soutien aux milices, ni son rôle de commanditaire des exactions reprochées aux FAT et moins encore sur les responsables de la destruction de l'Institut Goethe. Dans le premier cas, il s'est perdu dans les contradictions affirmant en tant que Président du Conseil d'Administration de la SOTOCO, à l'époque des faits qu'il était au courant du transport des miliciens par les camions de la SOTOCO, sans pour autant reconnaître la mission assignée à ceux-ci. Sur la destruction du centre culturel allemand, il impute sous le couvert de la presse la responsabilité au Colonel Katanga dont tout le monde connaît le rôle dans son arrestation. Quant aux exactions reprochées à l'armée, il déclare qu'il n'était pas encore ministre de la défense et comme quoi, il n'était ni de près, ni de loin mêlé. Mais paradoxalement, il affirme qu'à la date du 5 février 2005, il est celui-là qui a demandé aux Généraux et aux officiers de l'armée togolaise de faire allégeance au Président Faure Gnassingbé pour la succession du feu Président Eyadéma, leur père. « Je connais à peu près cette armée, je savais qu'il y avait de petits groupes ethniques dans cette armée. Pour moi, il fallait éviter le pire et si j'ai mal fait, je présente mes excuses. Mais je crois qu'il fallait vite faire pour éviter le chaos. C'est cette raison qui m'a poussé à demander aux

officiers supérieurs, d'abord aux Généraux et aux Officiers supérieurs de faire allégeance à mon frère le président Faure. » déclare Kpatcha Gnassingbé pour résumer à sa manière l'arrivée de Faure Gnassingbé au pouvoir.

Face à cette déclaration, certains gradés et homme de rang de l'armée togolaise, estiment, tout en reconnaissant son implication et sa présence lors de la cérémonie de l'allégeance faite au Président Faure, que le jeune frère de Faure en faisait trop en s'attribuant et en oubliant le rôle planificateur du Président défunt dans le processus de sa succession. Dans les rangs de l'armée tout comme dans les milieux politiques proches du pouvoir, on estime que Kpatcha s'est attribué le rôle posthume que Eyadéma a joué pour placer au pouvoir, l'un de ses fils qu'il a préparé des années d'avance à occuper ce fauteuil avec la complicité de l'armée qui lui a toujours voué une fidélité même après son décès. Le poids que Kpatcha Gnassingbé croyait avoir auprès des forces armées togolaises, tout comme le pouvoir dévolu en 2005 à son frère, sont deux portions de l'héritage que leur a légué le Père de la Nation.

Et les plus éloquents éléments de l'audience de Kpatcha Gnassingbé demeurent beaucoup plus dans sa demande de pardon au peuple togolais et la sollicitation qu'il a faite au Prêlat de la CVJR d'intervenir en sa faveur auprès du Chef de l'Etat.

Patrick NIMA

Naissance du Collectif "Sauvons le Togo" SUR UN AIR DU DEJA VU AVEC LE COD II ET LE FRAC



Les Responsables du Collectif Sauvons le Togo

Un nouveau collectif a pris son envol le mercredi dernier à l'église Broder Home à Lomé. Rassemblant dans un étrange cocktail des partis politiques et des organisations de droits de l'homme, ce collectif porte le nom de Collectif « Sauvons le Togo ». Un nom qui n'est pas sans rappeler d'autres collectifs dont le fameux Collectif de l'Opposition Démocratique (COD II) qui a animé la vie politique togolaise à l'heure de la démocratisation.

Un cocktail explosif

Ce collectif porté sur les fonds baptismaux il y a trois jours surprend par sa composition très hétérogène. En effet, on y retrouve au total 8 partis politiques, dont l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), l'OBUTS, la CDPA... et 10 organisations de la société civile dont les célèbres Organisations de Défense des Droits de l'Homme. Ce cocktail « explosif » s'est fixé pour objectif de balayer la maison Togo et d'y préparer les conditions nécessaires pour une alternance. Ces forces vives de la nation s'unissent pour un changement de gouvernance, puisque selon elles, le Togo traverse une période trouble de son histoire, si ce n'est la plus trouble. On se demande si ce collectif mesure ses déclarations à leur juste valeur. Où mettent-elles alors les récentes avancées dans divers domaines dont tous les togolais sont témoins et pour lesquelles notre pays ne cesse de regagner sa place dans le concert des nations ?

Enfin le vrai visage des ODDH

Pendant longtemps investis dans les rues pour plaider les causes des grands dossiers qu'ils perdaient devant la justice, les avocats-stars, responsables des Organisations de Défenses des Droits de l'Homme montrent enfin leur vrai visage. Dans leur déclaration d'intention, les avocats Zeus Ajavon, Jil-Benoit Afangbedji et Raphaël Kpandé-Adzaré nous ont confortés dans notre analyse et nos lointaines appréhensions selon lesquelles les ODDH, même si elles ne font pas de la politique politicienne se constituent en une sorte de béquille aux partis de l'opposition dans leur marche pour la conquête du pouvoir. Selon ces responsables des ODDH mis au premier rang de ce collectif on ne sait pour quelle raison, le Togo souffre de plusieurs problèmes dont la pérennisation du même clan au pouvoir, l'instrumentalisation des institutions de la république, l'existence d'un réseau politico-mafieux... Ce chapelet de bonnes intentions ne trompera personne puisque l'objectif ultime de ce collectif c'est la conquête du pouvoir ne serait-ce que pour un tiers qui n'est pas un anonyme.

Que cherche l'ANC dans un cadre si élargi ?

Adeptes des discussions dans un cadre restreint où chacun serait investi d'une légitimité, champion des marches du samedi qui a initié les ODDH, la présence de l'ANC et de son

patron Jean Pierre Fabre dans un tel cadre nous surprend. On se souvient que lors de l'ouverture des travaux du CPDC rénové, l'homme qui incarne à lui seul l'ANC avait dit non à ce cadre, brouillon sous le prétexte qu'il n'était pas prêt à discuter avec des gens qui n'ont aucune représentativité. Aujourd'hui, c'est avec ces mêmes partis politiques qu'il coalesce pour tenter de mettre un terme à un régime qui a le vent en poupe et qu'il a peine à faire partir après deux années de marche dans les rues de Lomé. L'ANC et précisément son leader sont en quête d'une nouvelle santé et le nouveau collectif que certains appellent déjà le « COD III » constitue pour lui un nouveau souffle.

Une Unité de façade qui laisse la démocratie et le développement de côté

Le Collectif « Sauvons le Togo » malgré les déclarations de bonnes intentions de ses initiateurs, porte tout comme les plus grands fronts d'associations dans notre pays les germes de son échec d'abord parce que dans ce fourre-tout de politiciens et de défenseurs « bitosards », les intérêts sont hautement divergents. Ensuite la présence dans ce collectif des personnalités politiquement très indisciplinées et des plus grands pourfendeurs des fronts comme Agbéyomé Kodjo, Koffi Yamgnane, et Jean Pierre Fabre n'augure d'aucun avenir pour cette initiative qui est le parfait prolongement des revendications des ODDH. Aussi l'absence du CAR à cette cérémonie montre qu'il y a des adhésions fictives et de nombreuses hésitations et méfiances. Ce n'est pas la première fois qu'une union de l'opposition se révèle bancal dès sa naissance. Et la présidence de ce collectif par les bouillonnants avocats de Kpatcha Gnassingbé ne présage pas d'un climat convivial pour mener cette lutte commune qui sera vite éteinte à l'autel des ambitions personnelles. Du FAR, aux deux COD et aux résidus du FRAC, l'opposition a montré ses limites dans ce sens.

La Rédaction

Cérémonie de remise du rapport LE PRESIDENT FAURE PREND DE LA HAUTEUR ET DEVANCE LES RECOMMANDATIONS DE LA CVJR



Le Président de la République Faure Gnassingbé

Les togolais sont depuis quelques temps habitués à assister à des prises de paroles judicieuses et rassurantes du Chef de l'Etat lors des grandes occasions. La dernière en date c'est à l'occasion de la cérémonie ayant marqué la remise du rapport de la CVJR à son excellence Faure Essozimna Gnassingbé. Saisissant l'occasion de cette émouvante cérémonie, le président de la république a prononcé un discours avant-gardiste qui s'est inscrit dans la logique des recommandations de la Commission Vérité Justice et Réconciliation et qui a marqué les esprits.

Comme pour montrer qu'il vit au quotidien les problèmes du pays qu'il dirige, et avant même de parcourir le rapport de la CVJR, Faure Gnassingbé a fait un diagnostic précis des maux du pays et énoncé clairement les remèdes qu'il lui faut. Des reformes institutionnelles et constitutionnelles à celles de l'Agence Nationale de Renseignement en passant par les moyens suffisants qu'il faudra mettre à la disposition de la justice et des justiciables, rien ne sera plus laissé au hasard. Tout sera mis en œuvre pour que chacun se sente bien sur la terre de nos aïeux. Il a par ailleurs souligné que si aujourd'hui le processus de réconciliation au Togo est une initiative du gouvernement, il va falloir que chaque citoyen s'approprie les valeurs qui doivent jaloner ce processus.

Dans un souci d'apaisement et prenant l'ampleur de tous les heurts qui ont marqué l'histoire du Togo, le président a reconnu la responsabilité de l'Etat qui a failli à sa mission de protection et a saisi l'occasion pour un mea culpa au nom de tous ceux qui ont exercé la fonction présidentielle.

Paul K.

Togo Telecom en permanence sur les opportunités de communication LE RESEAU ILLICO DISPONIBLE DEPUIS LE 3 AVRIL A SIOU



Le 104e BTS installé sur le territoire national togolais en vue d'une couverture plus élargie du réseau Illico vient d'être officiellement lancé, à Siou, un canton de la préfecture de Doufelgou dans la région de la Kara. L'installation de ce dispositif qui permet une accélération considérable des possibilités d'accès aux moyens de communication, permet désormais aux populations de Siou et de plus de 30 kilomètres à

la ronde, de disposer des avantages du téléphone fixe sans fil de Togo Télécom, communément appelé Illico. L'évènement a eu lieu à Djanfani en face du marché de Siou, ce mardi 3 avril, jour de marché de la localité. C'est donc devant une foule nombreuse de ses administrés que Mme BARANDAO Amélie Koguelma, Chef du canton de Siou, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue à la forte délégation de Togo Télécom qui avait un

peu plus tôt envahi les artères du canton avec une caravane aux couleurs du produit Illico qui fera l'objet d'une présentation par M.Kossi Tétiyaba SEDA, Chef Service Régional TogoTélécom dans la région de la Kara. Parmi les nombreux avantages d'Illico, le Chef SRT Kara, représentant à l'occasion le DG de TogoTélécom, a indiqué que ce nouveau produit dont la promotion s'accroît à l'échelle nationale, permet d'abord d'accéder au service voix non seulement dans les mêmes conditions qu'une ligne fixe filaire, tout en ne vous attachant pas à votre domicile. Au niveau économique, Illico offre la possibilité de faire une cabine téléphonique et permet de disposer des communications aux coûts les plus bas. Avec l'offre HELIM de TogoTélécom, Illico vous permet d'accéder à l'internet haut débit, ce qui facilite dans plusieurs domaines la fluidité et le partage de l'information entre personnes et communautés. Pour les élèves, enseignants, chercheurs, agriculteurs et autres catégories socio

professionnelles, Illico peut se révéler comme un véritable sésame qui ouvre sur le monde.

C'est donc pour permettre aux populations de Siou et de ses environs de profiter de tous ces avantages que le canton a été doté de la technologie CDMA (Illico). Et pour accompagner les populations dans l'accès à cette nouvelle opportunité, les appareils Illico ont été vendus à prix promotionnel et une autre promotion commence à partir de ce vendredi 6 Avril sur les cartes de recharge à l'occasion de la grande fête Sintou Janjaagou, célébrée par les natifs de la préfecture de Doufelgou. La cérémonie a été officiellement lancée par le Préfet de Doufelgou qui n'a pas manqué de témoigner la reconnaissance de sa collectivité à TogoTélécom dans ses efforts le désenclavement des populations togolaises et dans ses projets qui contribuent à la lutte engagée par le gouvernement contre la pauvreté.

Germain POULI

Réconciliation nationale

LA CVJR A FINI SA PART, LES REGARDS SONT MAINTENANT TOURNÉS VERS LE GOUVERNEMENT

Le chantier est grand, ce qui explique sans nul doute la longue durée de la mission. La Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) mise en place en Mai 2009 par le Président de la République Faure Gnassingbé est arrivée officiellement le 03 avril dernier au terme de la mission à elle confiée. Le mardi 03 avril dernier, la CVJR a remis officiellement son rapport sur le processus de réconciliation entre les fils et filles de la nation togolaise au Président Faure Gnassingbé. Le rapport qui a fait l'état des lieux des violences politiques intervenues dans le pays entre 1958 et 2005 a été remis au Chef de l'Etat au cours d'une cérémonie solennelle qui s'est tenue à la Place des fêtes à la Nouvelle Présidence. Une remise de rapport qui met officiellement fin à la mission de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) après 34 mois d'activités.

Après le recueil et le traitement des dépositions, la constitution d'une base de donnée sécurisée, les investigations, les audiences et l'élaboration du programme de réparation, la CVJR a réussi à scanner les différents problèmes qui ont jalonné la cohabitation entre les différents groupes ethniques du Togo depuis la période précoloniale jusqu'en 2005 où s'est arrêté le mandat de la commission. C'est une relation faite de méfiance à outrance. « Tout au long de ces mois consacrés à nos travaux, nous avons rencontré et écouté des milliers de



Mgr Barrigah remettant le rapport final au Président Faure

victimes ; mais la plus grande victime de nos conflits récurrents c'est assurément la confiance que nous avons totalement bannie de nos rapports mutuels. Les Togolaises et Togolais semblent avoir érigé la méfiance en principe absolu, sans doute à cause des nombreuses désillusions qui ont jalonné notre histoire nationale. », s'est indigné Mgr Nicodème Barrigah, le Président de la CVJR.

L'élaboration du programme de réparation a permis à la CVJR de proposer au gouvernement des mesures susceptibles d'apaiser les victimes, de lutter contre l'impunité et d'éviter la répétition des violences commises. Ces propositions de la Commission sont contenues dans la multitude de recommandations formulées à l'endroit du gouvernement et des autres couches sociales du pays.

Quatre séries de recommandations ont été formulées par la CVJR. La première série parle du Respect scrupuleux des droits de l'homme à savoir le respect du droit à la vie, le respect du droit à la sécurité et à la liberté, le respect des principes régissant l'intervention des agents chargés de l'application de la loi.

La deuxième série de recommandation aborde les réformes institutionnelles. Il s'agit des réformes politiques qui portent sur la séparation effective des pouvoirs comme inscrite dans la constitution et l'équilibre entre les trois pouvoirs, la mise en place des mesures garantissant l'alternance démocratique avec la limitation du mandat présidentiel. Sur ce point, la CVJR recommande le retour à la formule originelle de l'article 59 de la Constitution du 14 octobre 1992 qui dispose que « le Président de la

République est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable une seule fois ». Elle a également recommandé un nouveau découpage électoral, un nouveau mode de scrutin, le droit de vote de la diaspora, la réforme du système judiciaire, la réforme des Forces Armées Togolaises et des services de renseignement entre autre.

La troisième série concerne l'organisation de la société. Les recommandations dans ce domaine vont de la lutte contre l'impunité, l'enseignement des droits de l'homme à tous les niveaux de l'éducation nationale, le respect de la liberté d'expression et la protection des groupes sociaux, l'égalité de traitement de tous les citoyens, la lutte contre la pauvreté, le respect de la chefferie traditionnelle, la résolution des problèmes fonciers, la punition des crimes économiques, le recrutement dans la fonction publique sur les bases des compétences techniques.

La quatrième série des recommandations aborde les mesures de réparation. Sur ce point, la CVJR recommande la présentation d'excuses officielles et solennelles au nom du peuple togolais et des FAT à toutes les victimes de violences politiques au Togo, la répression du négationnisme, érection de monuments et autres actions commémoratives de la

réconciliation, la prise en charge des victimes, l'organisation des funérailles de Sylvanus Olympio, restauration de la liberté, les réparations communautaires et collectives, les investigations ultérieures pour punir les auteurs des violences les plus graves. A cet effet, la commission a suggéré au gouvernement d'adopter un "Livre blanc" dans lequel il indiquera la manière concrète dont il entend prendre en compte les recommandations que nous formulons, en particulier pour les victimes. La CVJR a proposé la création ou la désignation d'une instance à laquelle sera confiée la mise en œuvre du programme de réparation et des réformes nécessaires au renforcement de l'Etat de droit.

C'est au total 68 recommandations qui ont été adressées au gouvernement par le biais du chef de l'Etat. Le Président de la République a d'ores et déjà demandé pardon au peuple togolais et promet de faire appliquer les recommandations. C'est dire que la balle est désormais dans le camp des autorités. La CVJR a fini sa part, il appartient au togolais de créer un minimum de confiance dans les relations interpersonnelles sans laquelle la réconciliation serait impossible. Vivement que la fin de la mission de la CVJR marque « un nouveau départ pour le Togo ».

Didier ASSOGBA

Gestion des collectivités locales LA CNSC EXHORTE L'ETAT À L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS LOCALES

Chers lecteurs, une erreur s'est glissée dans la mise en page du n°59 de votre journal la semaine passée. Au lieu du texte sur la Concertation Nationale de la Société Civile et les élections locales, un autre texte a été placé sous le titre. Nous nous en excusons et vous repropoisons le texte en intégralité.

La Concertation Nationale de la Société Civile a présenté le 27 mars dernier son rapport définitif sur le monitoring de l'action publique dans douze communes du Togo. Il s'agit des communes d'Amlamé, de Badou, Bafilo, Kanté, Lomé, Niamtougou, Notsé, Pagouda, Sotouboua, Tabligbo et Tchamba. Le monitoring a été couplé d'un programme de renforcement de capacités de ses coordinations nationales et de ses structures locales en observation électorale. C'est dans le cadre d'un partenariat qui lie la CNSC avec l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) qui est une structure américaine. L'objectif de ce programme de renforcement de capacité et de monitoring est de se préparer pour les échéances électorales de 2012 et d'amener les autorités locales à faire la reddition des comptes devant les administrés.

Cette action de monitoring dans les douze communes précitées fait suite à un premier monitoring dans neuf autres communes qui ont vu leur rapport présenté. A cet effet, 32 nouveaux moniteurs ont été formés et mis à la disposition de onze communes à raison de deux par commune pour leur permettre de maîtriser

les outils à utiliser pour le monitoring. La commune de Lomé subdivisée en cinq arrondissements a été couverte par 10 moniteurs à raison de deux par arrondissement. Après cette action, les responsables de la CNSC a partagé des conclusions du monitoring de l'action publique et du budget communal avec les chancelleries, les ministères, l'Union des Communes du Togo, les partis politiques et les groupes civiques togolais. Au regard du rapport final présenté par la Concertation Nationale de la Société Civile, il ressort un conflit de compétence et d'intérêts entre les autorités locales notamment les préfets et les présidents de délégations spéciales communément appelés maires.

Dans plusieurs préfectures, les préfets se comportent en terrain conquis et s'interfèrent dans la gestion de la mairie. Dans certaines préfectures par exemple on voit les ordres de mission des maires signés par le préfet alors que le maire ou le président de la délégation spéciale n'est pas sous le préfet. D'où l'appel de la CNSC à l'endroit des gouvernants à mettre en application et respecter le texte sur la décentralisation adopté en 2007 et procéder à l'organisation des élections locales cette année pour remédier aux anomalies relevées dans la gestion des collectivités locales caractérisée par l'absence de reddition de compte, les collaborations difficiles entre les autorités communales et les populations.

Dias MISSOKO

Le Civisme Aujourd'hui

RESPECTER LE DROIT AU PASSAGE DES PIETONS DANS LA CIRCULATION

L'intolérance et l'impatience ont pris le pas sur les valeurs de solidarité et de pardon dans les relations entre togolais. Les ressentiments et les frustrations sont exposés à tout bout de champs dans la capitale Lomé. Cette intolérance généralisée se manifeste beaucoup plus dans la circulation où tout le monde est pressé et veut passer en même temps. Cette attitude est à la base d'un autre problème de société, celui du non respect de la position prioritaire d'un piéton qui traverse une route. L'intolérance et le non pardon ont survolé cette règle du code de la route qu'on a plutôt le devoir d'observer.

S'il vous est déjà arrivé de traverser une route togolaise, vous aurez déjà compris qu'il devient de plus en plus difficile de vouloir le faire en tant que piéton. Personne ne veut plus laisser passer des piétons qui veulent traverser ou qui traversent la route. Les quelques rares conducteurs qui acceptent respecter cette disposition de la prévention routière sont mal vus ou insultés par les mototaximan qui se montrent tellement presser pour aller où on ne sait. Pourtant, un piéton qui traverse une route a la priorité dans la circulation selon les règles



Un piéton tentant de traverser une route

du code de la route. Ce qui oblige, les conducteurs d'engins à les laisser passer ou à les aider à passer. Mais c'est le contraire qui est appliqué à Lomé sur fond de l'intolérance. Ce qui est à la base de nombreux cas d'accident recensés sur les différents axes routiers du pays.

Il est temps que chacun respecte cette disposition pour éviter des pertes en vies humaines pour faute d'intolérance et de négligence. Qu'on soit conducteur de taxi-moto ou qu'on soit conducteur d'un véhicule, il est nécessaire de laisser passer les piétons. Pour leur part, les piétons sont appelés à bien regarder à leur gauche et à leur droite avant de s'avancer sur une route. Simple mais précieux geste qui évite des accidents.

La Rédaction



Notre gamme **2012**



LIVRAISON
SOUS
45 JOURS !

Roulez sûr, Roulez TOYOTA



LAND CRUISER



TOYOTA PRADO



TOYOTA FORTUNER



TOYOTA CAMRY



TOYOTA COROLLA



TOYOTA RAV4



HILUX PICKUP



LAND CRUISER PICKUP

Visitez notre Site Internet : www.afriatech-motors.com

AFRIATECH MOTORS, 01 BP 4053 Lomé, Tél : +228 22 26 60 71 Fax : +228 22 26 60 72, Email : info@afriatech-motors.com

Toutes nos voitures sont Full Loaded

Promotion culturelle L'ONG AME LANCE UN CONCOURS POUR LES JEUNES ARTISTES EN HERBE



Les membres de l'ONG AME, au micro Laurence Montcho

Un nouveau concours de la chanson togolaise vient d'être lancé à l'intention des jeunes artistes togolais talentueux dont l'âge est compris entre 10 et 24 ans. Dénommé « Concours National des Jeunes Talents Artistes de la Chanson », le concours de l'ONG Amis du Monde des Enfants présidée par l'artiste Laurence Montcho est un volet du projet « Mission d'Organisation des Jeunes Artistes du Togo (MOJAR) ». Une mission qui vient répondre à un objectif, celui de chanter pour le développement. L'ONG AME veut contribuer à terme à créer une musique spécifiquement togolaise et à vendre la culture togolaise à travers le monde.

Le concours qui se circonscrit à Lomé Commune et Golfe pour sa première édition va contribuer à détecter, promouvoir et sécuriser des emplois des jeunes dans le secteur culturel. Le Concours National des Jeunes Talents Artistes de la Chanson va offrir des opportunités aux jeunes artistes scolaires et extrascolaires pour exprimer leurs talents dans le cadre d'un concours. « L'objet de ce concours est donc d'offrir une opportunité

d'expression à ces jeunes, tout en apportant notre contribution à la vulgarisation et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo », a indiqué Laurence Montcho, la coordinatrice de l'ONG AME. Le concours consiste à faire une chanson parlant d'un Objectif du Millénaire pour le Développement, enregistrée en studio ou à voix nue et à la présenter dans un dossier qui sera déposé à la Direction des établissements scolaires et centres d'apprentissage ou auprès des radios et télévisions partenaires du comité d'organisation. Les textes doivent être en Langues nationales ou en français.

Les thèmes qui doivent être traités par les artistes sont l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, l'éducation primaire pour tous, égalité des sexes et autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, le combat contre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies, la protection de l'environnement, promouvoir un partenariat global pour le développement. Les dépôts de candidatures doivent se faire jusqu'au 30 mai prochain pour laisser place à la phase des présélections – d'abord de 50 et ensuite de 20 candidats – dans le mois de Juin. La finale du concours aura lieu au début des vacances en Juillet et 5 jeunes talents seront dégagés pour être pris en charge par le comité d'organisation du concours. Des dispositions sont prises avec le Bureau Togolais des Droits d'Auteurs (BUTODRA) pour que les gagnants jouissent de leur droit d'auteurs sur leurs œuvres.

Dias MISSOKO

Semaine culturelle 2012 LES ÉTUDIANTS DE L'ESA ONT DÉMONTRÉ LEURS TALENTS



Les étudiants et le Directeur de l'ESA

Après plusieurs mois de dur labeur, les étudiants de l'Ecole Supérieure des Affaires (ESA) ont rompu avec la monotonie des études pour se divertir et démontrer leur savoir-faire dans le domaine culturel. Comme dans toutes autres écoles, les étudiants de l'Ecole Supérieure des Affaires ont pris activement part à l'organisation de cette semaine culturelle 2012 dans l'établissement. Dénommée la « Semaine de l'Étudiant », la semaine du 26 au 30 mars a été une semaine de révélation pour les étudiants des différentes filières de l'ESA. L'apothéose de la semaine a été marquée par une soirée organisée dans l'enceinte de cette école supérieure dans le quartier Nukafu. Un programme alléchant concocté par le Comité d'organisation a concouru à la réussite notée lors de la clôture de la semaine de l'étudiant. Dans le programme on retient des projections de films, des expositions et foires, la création

d'œuvres d'art, un tournoi de football. Cette semaine culturelle a été l'occasion pour les étudiants « affairistes » de l'ESA d'exprimer leur savoir-faire et de démontrer leurs talents dans différents domaines. Evidemment des talents impressionnants ont été révélés au cours de la semaine de l'étudiant organisée par des étudiants pour les étudiants et le corps administratif de l'Ecole Supérieure des Affaires. « C'est une semaine qui nous a permis de découvrir les talents de nos collègues. J'ai vu des étudiants jouer, des étudiants produire des arts plastiques et d'autres créer des modes pour le défilé. C'était génial et j'ai adoré. », a déclaré Arouna Tchao, le Président du Comité d'organisation. La solidarité et l'amitié entre les étudiants et leurs professeurs a été démontré au cours de la soirée de l'étudiant qui a été le clou des activités. Au cours de cette soirée donc, on a noté des remises de cadeaux d'anniversaire

aux étudiants nés entre le moi de Décembre et celui de Mars. Soixante étudiants ont bénéficié de cette bonté de la Direction de leur école. A l'Ecole Supérieure des Affaires, c'est en Dieu qu'on croit pour la réussite. C'est ainsi que les étudiants musiciens et artistes ont tenu en haleine le public au cours de la soirée de l'étudiant à travers des chansons religieuses. Humour, défilé de mode, sketch, prestations d'artistes, des danses populaires ont également meublé la soirée apothéose de la semaine de l'étudiant à ESA. La semaine a officiellement pris fin avec un footing suivi d'un pique-nique offert par M. Charles Birregah, le Directeur Général de l'Ecole Supérieure des Affaires. L'ESA compte cette année environ 500 étudiants après seulement deux années d'existence.

Didier ASSOGBA

Concerts de Pâques

PAPOU AU PALAIS DES CONGRÈS DE LOMÉ CE 8 AVRIL



La voix d'ange de l'afro RNB, artiste confirmé depuis le 19 novembre 2011, Papou donne un concert qui promet d'être indescriptible le 8 avril prochain au Palais des Congrès de Lomé à partir de 16h. Il faut souligner que ce concert est organisé en dédicace de son 1er album « au bout du tunnel » sorti vers la fin de l'année 2011. Prévu pour la première fois le 18 février dernier l'artiste a vu sa date atermoyée suite à l'indisponibilité du Palais. Cette fois-ci tout est bien ficelé pour que ce concert se tienne à la date prévue. Lauréat de la catégorie artiste de l'année au Togo Hip-hop Awards, il s'impose facilement dans les rythmes comme le RNB, la rumba, le reggae, du cool catché et représente la diversité culturelle de l'Afrique. Tout le public qui fera le déplacement du palais des congrès aura donc pour son compte même en matière d'humour si on se réfère à son titre « papouvi et le beaugavi » chanté en featuring avec le grand humoriste togolais Folo. Il n'est plus à rappeler que le 8 avril sera le jour de pâque et la population de Lomé et de ses environs est invitée à prendre part massivement à cet concert afin de célébrer la résurrection du sauveur de l'Humanité à travers des messages d'amour, de paix et d'espoir ponctués d'une ambiance tonitruante.

London KAWANA (Stagiaire)

BIBISH MOLA EN CONCERT AU STADE JCA D'AGOË



Trois mois après la sortie officielle de son dernier album « Tchari Gnadi », le lion de la génération consciente, Bibish Mola donne un concert live baptisé Reggae en Blanc, le dimanche 08 avril 2012 pour la première fois sur le stade JCA d'Agoè, dans la banlieue nord de Lomé. Ensemble avec ses musiciens du groupe AFAN, l'artiste promet offrir un spectacle aux couleurs de la paix, et d'amour, d'où le nom de l'événement « Reggae en Blanc ». Comme un prophète, Bibish Mola souhaite interpeler les Togolais sur la nécessité de préserver le climat de paix, en

cultivant la non violence, avant, pendant et après les législatives. A cet effet le blanc symbole de la paix, de l'espérance et de la pureté, retenu comme couleur du concert invite la population à l'humilité et à la tolérance, pour que l'avenir se conjugue dans un esprit de confiance. Le lion symbolisant la puissance et la royauté, celui de la génération consciente se veut un leader qui doit fédérer toute sa génération autour de son discours d'indignation face aux inégalités sociales et aux violences politiques avec pour leitmotiv : un monde de paix et d'amour! Seront à ses côtés pour passer le message, les artistes de renoms à savoir Kézita, 100 Papiers, Samuel Zimba junior, Jah Slave et bien d'autres encore. C'est également l'occasion pour lui de présenter officiellement au grand public son troisième album, une riche galette de douze titres, comme promis à la conférence de presse du 22 décembre 2011, et revisiter le best of de ses deux premiers albums. Le public ne doit sous aucun prétexte se faire compter ce concert qui selon l'artiste est l'événement du mois d'avril couplé avec la célébration de la pâque.

London KAWANA (Stagiaire)

Présidentielle Ghana 2012/ Divergences Atta Mills-Rawlings : LES CHEFS TRADITIONNELS VEULENT DÉSAMORCER LE CLASH



Les Présidents Mills et Rawlings

Une réunion d'urgence initiée par le ministre résidant de la région de l'Est, une des dix divisions administratives du Ghana, est actuellement en cours pour essayer de concilier les positions de l'actuel Président du Ghana John Atta Mills d'avec celles de son ancien patron, Jerry Rawlings. Selon des sources proches de ce dossier, une coalition de chefs traditionnels sera mandatée pour entamer un processus de médiation afin de restaurer de cordiales relations entre les deux poids lourds du Congrès National Démocratique (NDC), le parti au pouvoir au Ghana. Placée sous la présidence de Mark Woyongo, le ministre de la région de l'Est, cette réunion d'urgence à Kumasi réunirait aussi tous les présidents régionaux du NDC. Expliquant le but assigné à cette rencontre, Woyongo a dévoilé qu'il

s'agira pour les cadres de concilier la position du Président Atta Mills d'avec celle de son prédécesseur. Et Woyongo d'ajouter que l'urgence serait que les deux leaders du parti accordent leur violon pour permettre au NDC de gagner les prochaines élections. Interrogé si la stratégie est d'emmener Rawlings à faire campagnes pour le candidat Atta Mills, le ministre de la région l'Est a répondu « pas nécessairement » mais a insisté que le pays a besoin d'une relation harmonieuse entre l'ex Président Rawlings et l'actuel Président Atta Mills. De l'issue de cette réunion de crise, l'influence des chefs traditionnels surtout ceux de la région du Volta à majorité Ewé sera déterminante car leur espace géographique, laquelle représente le bastion du NDC et qui vote en presque totalité pour le parti sera

décisive.

Déjà le mardi dernier, certains chefs de la région de la Volta conduit par le chef des Anlo, Togbe Sri III ont rencontré le couple Rawlings pour aider à colmater les brèches dans le parti. A en croire Justice Kpegah, un ancien juge de la Cour suprême, l'origine du refroidissement entre les deux leaders du parti est lié au fait « Rawlings est profondément blessé par la lettre non signée que lui aurait écrite Atta Mills et qui a été publiée par un journal de la place, le Daily Guide ». Toutefois Kpegah précise que « même si cette lettre n'émane pas d'Atta Mills en raison du style utilisé différent du sien, je sais Rawlings est choqué par l'incapacité du Président à se distancier de ces lettres calomnieuses ». Au même moment, il ajoute qu'Atta Mills a été aussi frustré par la manière dont Rawlings a fait référence à lui comme un « Konongo Kaya » entendez littéralement un porteur de bagage qui sous le poids d'une charge se refuse de la décharger.

Le président du NDC, Kwabena Adjei, a-t-il manqué à ses devoirs de veiller sur la cohésion du NDC ? Justice Kpegah répond par l'affirmative en alléguant que Kwabena aurait dû prendre des mesures urgentes pour désamorcer la crise dès les premiers jours. En attendant la fin des travaux de la réunion de Kumasi, des rumeurs et des contre rumeurs font état de ce que Rawlings envisagerait de créer un nouveau parti politique.

Koaci.com/TR

Fin de la première phase des championnats D1 et D2 de football

LE CLASSEMENT OFFICIEL DE LA FTF TOUJOURS ATTENDU

Pour une des rares fois, la Fédération Togolaise de Football (FTF) organise simultanément les deux plus importants championnats nationaux de football. Il s'agit bien sûr du championnat national de Première Division et son dauphin de Deuxième Division. C'était la Première Division qui a donné le ton le 22 octobre 2011 avant que la Deuxième Division qui se déroule en poule ne démarre en début janvier dernier. En ce début du mois d'Avril, ces deux championnats ont bouclé leur première mi-temps. Les joueurs et les dirigeants sont à la pause pour quelques trois semaines avant la reprise des hostilités. Une pause qui doit surtout permettre à certains clubs de renforcer leur effectif pour la suite de ces deux compétitions dont les issues restent encore incertaines.

Si la FTF a su remédier à une des lacunes de la FTF qui est de terminer un championnat avant de faire jouer un autre, elle garde encore un péché qui devient de plus en plus mignon et qui caractérise la gestion des compétitions organisées par l'instance faîtière du sport roi national. Ce péché, c'est le manque de classement officiel au fur et à mesure des journées des championnats. Depuis le 22 octobre que le championnat D1 a démarré jusqu'à la fin de la première partie du championnat, on a toujours pas de classement venant de la commission d'homologation. Au total 17 journées de championnat avec environ 120 matchs disputés sont toujours sans classement en Première Division. En Deuxième Division, le problème reste le même. Les deux groupes sont aussi arrivés au terme de la première partie mais l'on ne sait de quoi seront faits les différents résultats enregistrés sur le terrain.

De par le passé, ce manque de classement se faisait à dessein pour reléguer en Division inférieure à la fin de la

saïson, les clubs dont les responsables n'ont pas été tendres avec le premier responsable de la Fédé. D'autres clubs encore font les frais de la volonté du Président de la fédé de sauver un club ami en difficulté. C'est ce qui fait que dans les championnats togolais, on peut gagner tous les matchs mais être relégué en Division inférieure à la fin de la saison. On a encore à l'idée les frasques de Maranatha de Fiofio qui se voyait envoyer en D2 à l'issue du dernier championnat D1 pour une affaire de joueur. Le club de l'actuel Président de la FTF n'a pu être sauvé que par le Tribunal Arbitral du Sport. Evolue-t-on vers ces mêmes scénaris ? Concernant le classement de la D1, des sources proches de la commission d'homologation de la FTF indiquent que le travail est fait jusqu'à la 9e journée et seul le problème du match raté Gomido-As Douanes est le problème. « Alors si tel est le cas pourquoi ne pas publier le classement des autres journées en attendant que le problème soit réglé ? » se demandent plusieurs journalistes sportifs. Plus encore est-ce le petit blocage qui empêche la fédé de publier le classement de la D2 ? Autant de questions qui n'ont trouvé de réponse jusqu'à ce jour.

Mais qu'à cela ne tienne, le classement officiel du service sport de votre journal donne le club DYTO champion de l'inter saison de la D1. Les robots rouges sont suivis respectivement de l'AS Douanes et de Maranatha FC. Foadan de Dapaong et Okiti de Badou se partagent les deux dernières places. Le championnat D2 paraît encore plus flou. Mais il faut savoir que dans le groupe A basé au sud, c'est Tigre Noir Zéphyr FC suivi de Angés de Notsè qui mènent la danse. Dans le groupe B basé au nord, c'est Agoua de Koussountou qui reste le leader après la phase allée du championnat D2.

Didier ASSOGBA

SENEGAL: Macky Sall avertit ses ministres: «JE NE PROTÈGERAI PERSONNE»



Le nouveau Président sénégalais

Le chef de l'Etat du Sénégal, Macky Sall a laissé entendre hier, dans son premier discours à la nation, qu'il ne protégera personne". Il invite ses ministres à servir le peuple et non se faire servir. "Gouverner autrement, c'est bannir les passe-droits, le favoritisme et le trafic d'influence ; c'est mettre l'intérêt public au-dessus de toute autre considération et traiter tous les citoyens avec la même dignité et le même respect" a déclaré le président de la République du Sénégal, Macky Sall. "En outre, l'Etat et ses démembrements réduiront leur train de vie tout en restant performants." ajoute-t-il. Le président Macky Sall de prévenir son équipe gouvernementale: "je ne protégerai personne" dira t-il. Pour le mandat présidentiel, il a

décidé de la ramener à cinq ans: " j'ai décidé de ramener au strict minimum nécessaire la pléthore des Agences". S'agissant des missions à l'étranger, le Premier Ministre veillera avec soin à leur opportunité, à la taille et à la durée de séjour des délégations indique le chef de l'Etat.

Cependant, le Sénégal a fêté ce mercredi son indépendance dans la sobriété. Les Sénégalais ont vivement apprécié le déroulement de cette fête. "Les temps ont changé; il faut mettre un terme au gaspillage" ont laissé entendre les Sénégalais. En tout cas, pour son premier discours, le chef de l'Etat Macky Sall a convaincu les Sénégalais en 20 mn.

Koaci.com

Gagnez Spécial Jeu

Des Portables
Des télévisions
Des clés USB
Des lecteurs
DVD

Direct Factory



Facile à Jouer

Découpez ce coupon et déposez le à l'adresse ci-dessous indiquée: DIRECT FACTORY (A vous de retrouver)

Direct Factory

Nom et Prénoms.....
Ville de résidence.....
Numéro de Tél:.....



Promo Pâques 2012

DU 06 AU 09 AVRIL 2012

RECHARGEZ À VOLONTÉ ET PROFITEZ DES

BONUS



RECHARGE ILLICO 2000^{F CFA}



RECHARGE ILLICO 5000^{F CFA}



RECHARGE ILLICO 10000^{F CFA}



RECHARGE ILLICO 15000^{F CFA}

RECHARGES	BONUS	MONTANT AU RECHARGEMENT
Carte illico de 2 000 ^{F CFA}	+20%	2 400 ^{F CFA}
Carte illico de 5 000 ^{F CFA}	+25%	6 250 ^{F CFA}
Carte illico de 10 000 ^{F CFA}	+30%	13 000 ^{F CFA}
Carte illico de 15 000 ^{F CFA}	+35%	20 250 ^{F CFA}

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom
PLACE DE L'INDÉPENDANCE
Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom AYAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg